

Le Comité logement Rosemont demande à la Ville de Montréal de réserver des terrains pour le logement social

Montréal, 10 mars 2016 – Le Comité logement Rosemont demande à l’administration municipale de mettre en place une politique d’acquisition et de réservation de sites à des fins de logement social. Cette intervention s’inscrit dans la campagne *À Montréal, le logement social, c’est vital!* organisée par les groupes membres du Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Selon le Comité logement Rosemont, les programmes de financement et les outils de planification actuellement disponibles pour soutenir la réalisation de projets de logements sociaux sont insuffisants et inadaptés à la réalité du quartier. La Ville doit intervenir sur son territoire en réservant des sites afin de soutenir les organismes coopératifs et à but non-lucratif qui n’arrivent pas à viabiliser leurs projets.

Le Comité logement Rosemont a choisi de cibler un site vacant situé sur les terrains de l’ancienne usine Angus. Cet endroit accueillera 500 unités de logements dont 80 % seront des appartements en copropriétés trop chers pour la majorité des ménages du quartier composée à 70 % de locataires. Selon Sébastien Laliberté, coordonateur du Comité logement Rosemont, « ce terrain aurait dû être réservé par la Ville pour servir à 100% au développement de logements sociaux et d’infrastructures collectives ». Il rappelle que près de 40 % des ménages du quartier engloutissent plus de 30% de leur revenu pour se loger au détriment des autres besoins essentiels. Les besoins en logement sont criants dans le quartier.

L’organisme est critique de l’actuelle stratégie d’inclusion de la Ville de Montréal qui incite les promoteurs privés à inclure un pourcentage de logement sociaux sur des développements immobiliers. « Cette stratégie a plutôt eu l’effet de ralentir voir de compromettre le développement du logement social dans le quartier », affirme Sébastien Laliberté. « Si un promoteur privé décide de ne pas aller de l’avant à cause d’un ralentissement du marché de la copropriété à Montréal, le projet de logement social tombe à l’eau » déplore t-il. Il rappelle que depuis la mise en place de la Stratégie d’inclusion en 2005, il n’y a eu qu’un seul projet collectif qui s’est développé dans le quartier.